

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	20.04.2024
Thème	Sans restriction
Mot-clés	Conception globale de l'énergie
Acteurs	Sans restriction
Type de processus	Études / Statistiques
Date	01.01.1965 - 01.01.2024

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Ackermann, Marco
Bernhard, Laurent
Bühlmann, Marc
Da Pozzo, François
Eperon, Lionel
Freymond, Nicolas
Mach, André
Mosimann, Andrea

Citations préféré

Ackermann, Marco; Bernhard, Laurent; Bühlmann, Marc; Da Pozzo, François; Eperon, Lionel; Freymond, Nicolas; Mach, André; Mosimann, Andrea 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Conception globale de l'énergie, Études / Statistiques, 1975 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 20.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Eléments du système politique	1
Problèmes politiques fondamentaux	1
Climat national	1
Infrastructure et environnement	1
Energie	1
Politique énergétique	1
Energie nucléaire	5

Abréviations

UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
VSEI	Verband Schweizerischer Elektro-Installationsfirmen
BFE	Bundesamt für Energie
EVED	Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement
IEA	Internationale Energieagentur

DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
USIE	Union Suisse des Installateurs-Electriciens
OFEN	Office fédéral de l'énergie
DFTCE	Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie
AIE	Agence internationale de l'énergie

Chronique générale

Éléments du système politique

Problèmes politiques fondamentaux

Climat national

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 12.05.2015
MARC BÜHLMANN

Etwas entgegen den politischen Entwicklungen der letzten Monate wies der **Umweltmonitor** für das Jahr 2014 ein gestiegenes Umweltbewusstsein nach. Obwohl grüne Anliegen an der Wahl- und Abstimmungsurne eher Niederlagen einstecken mussten, massen Schweizerinnen und Schweizer laut der im Auftrag von WWF durch GfS Zürich durchgeführten Umfrage dem Naturschutz und dem nachhaltigen Energieverbrauch einen hohen Stellenwert bei. Der Anteil der Bevölkerung, der sich als überdurchschnittlich umweltbewusst einschätzt, war im Vergleich zu 2013 gar um 8 Prozentpunkte auf 57% gestiegen. Als dringlichste Probleme wurden die Luftverschmutzung und der hohe Energieverbrauch genannt und rund drei Viertel der Befragten forderten mehr Massnahmen für den Klimaschutz. Der Begriff "Energiewende" wird von einer Mehrheit der Bevölkerung als positiv besetzt wahrgenommen und von 55% der Befragten als umsetzbares Ziel und nicht nur noble Idee bewertet. ¹

Infrastructure et environnement

Energie

Politique énergétique

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 31.12.1975
FRANÇOIS DA POZZO

Bereits getroffene Sparmassnahmen wurden zusammen mit der kumulativen Wirkung der wirtschaftlichen Rezession und der milden Winterwitterung für die schon im Vorjahr festgestellte rückläufige Tendenz des Gesamtenergieverbrauchs verantwortlich gemacht. **Verglichen mit dem Vorjahr nahm der Konsum 1975 nochmals um zwei Prozent (1974: -7.8%) ab.** Bei den Erdölprodukten betrug der Rückgang 3.1 Prozent (1974: -11%), beim Stromverbrauch 0.6 Prozent (1974: +3.1%). Der Anteil Erdöl an der Gesamtmenge betrug demnach noch 76.4 Prozent (1974: 77%), derjenige der Elektrizität nun 17.2 Prozent (1974: 17.0%). Angesichts der sich abzeichnenden Entwicklung verwies ein Vertreter des EVED bereits zu Beginn des Jahres auf die Notwendigkeit, alte Wachstumsprognosen für den Elektrizitätsverbrauch, wie sie bisher für die Planung von Atomkraftwerken gedient hatten, zu überprüfen. ²

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 26.08.1993
ANDRÉ MACH

Selon un sondage non-publié, effectué à la demande de l'Office fédéral de l'énergie, sur la perception par la population de la politique énergétique, **une large majorité des citoyens ne seraient pas au courant des objectifs et du contenu du programme Energie 2000.** Ainsi, malgré les efforts des responsables de la politique énergétique pour sensibiliser les citoyens aux questions relatives à la consommation d'énergie, le grand public semble encore fort peu informé sur ce sujet. ³

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 19.08.1994
LIONEL EPERON

Selon une étude menée par les offices fédéraux de l'énergie, des questions conjoncturelles et des constructions fédérales, les **coûts externes de l'énergie** – à savoir les dommages causés par sa production et sa consommation sur les êtres humains et l'environnement – **se sont élevés entre 6,7 et 12 milliards de francs en 1990.** Si l'on tenait dès lors compte de ces externalités dans la fixation des prix de l'énergie, ceux-ci augmenteraient de 30 à 60%. Les résultats de cette étude n'ont pas manqué de susciter de vives critiques de la part de l'ensemble des milieux énergétiques suisses. ⁴

ÉTUDES / STATISTIQUESDATE: 11.03.1995
LIONEL EPERON

A mi-chemin de l'échéance du moratoire nucléaire, le débat sur la politique énergétique suisse et plus spécifiquement sur l'approvisionnement futur du pays en électricité a été relancé après une période de relatif apaisement en raison de l'«armistice énergétique» issu des votations de 1990. Alors que les perspectives du DFTCE de 1994 faisaient déjà état d'**un manque potentiel de courant électrique après 2010 ou 2020, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a confirmé cette éventualité** dans une étude consacrée à la politique énergétique de la Suisse. C'est en effet durant cette période que les autorisations dont bénéficient les centrales nucléaires suisses ainsi que les contrats d'importation de courant électrique passés avec la France arriveront à échéance, ce qui soumet dès lors la moitié du bilan électrique helvétique à interrogation. Outre cette constatation lourde d'enjeux, il est à relever que si les experts de l'AIE ont jugé de façon positive plusieurs aspects de la politique énergétique fédérale (le programme Energie 2000 notamment), ils ont en revanche douté que l'objectif de stabiliser la consommation d'énergies fossiles et d'électricité puisse être atteint d'ici la fin du siècle. Par ailleurs, ils ont estimé que les marchés suisses de l'électricité et du gaz devraient être soumis à une plus forte concurrence.⁵

ÉTUDES / STATISTIQUESDATE: 07.09.1995
LIONEL EPERON

A l'instar de la classe politique, les milieux énergétiques se sont penchés sur la question de l'approvisionnement du pays en électricité. L'Union des centrales suisses d'électricité (UCS) a mené, à cet égard, une étude prospective dont **les résultats ont confirmé les risques d'une pénurie de courant à partir de 2010** environ. Pour combler ce déficit, l'UCS s'est dès lors prononcée en faveur d'une solution basée sur la combinaison de centrales nucléaires dans la proportion actuelle et de centrales thermiques conventionnelles alimentées au gaz. Au vu des problèmes d'acceptabilité populaire auxquels ne manquerait pas de se heurter une telle option, l'UCS a estimé qu'il convenait d'entamer sans plus attendre un dialogue entre tous les intéressés.⁶

ÉTUDES / STATISTIQUESDATE: 08.09.1996
LIONEL EPERON

Publiée en 1994, **l'étude** menée conjointement par les offices fédéraux de l'énergie, des questions conjoncturelles et des constructions fédérales **sur les coûts externes de l'énergie a été réactualisée** afin de tenir également compte des externalités provoquées par les transports. Les experts fédéraux sont arrivés à la conclusion que si les coûts externes induits par ces deux domaines étaient internalisés conformément au principe de la vérité des coûts, le prix réel de l'énergie et des transports devrait alors être majoré de CHF 11 à 16 milliards par année. A cet égard, Moritz Leuenberger devait réaffirmer au mois de septembre son attachement à une taxation plus forte de l'énergie, tout en soulignant qu'une hausse des prix décidée isolément n'irait pas sans nuire à la compétitivité des entreprises suisses. Il a dès lors laissé entendre que les effets néfastes sur l'économie qu'induirait une telle mesure pourraient toutefois être compensés par un allègement du poids fiscal sur le travail.⁷

ÉTUDES / STATISTIQUESDATE: 09.10.1996
LIONEL EPERON

Suite à la décision prise dans le courant du mois de juin par les ministres de l'énergie de l'UE de libéraliser le marché européen de l'électricité de façon progressive et partielle, la question de l'ouverture du marché électrique helvétique à la concurrence s'est faite d'autant plus pressante, tant auprès des autorités fédérales et des milieux industriels qu'auprès des producteurs et distributeurs d'électricité. A cet égard, l'Union des centrales suisses d'électricité a fait établir une étude dont les résultats ont démontré que la Confédération connaît une des impositions fiscales sur le courant électrique parmi les plus fortes en Europe. Soucieux de lutter à armes égales avec leurs concurrents européens au cas où une libéralisation du marché national viendrait à être décrétée, **les producteurs d'électricité ont dès lors revendiqué un abaissement de la charge fiscale** qui frappe l'ensemble du secteur électrique helvétique à hauteur de quelque CHF deux milliards par année.⁸

ÉTUDES / STATISTIQUESDATE: 31.12.1996
LIONEL EPERON

En 1996, la consommation finale d'énergie en Suisse a augmenté de 2.5 pour cent par rapport à l'année précédente. La principale raison de cet accroissement est à mettre en relation avec la rudesse du climat, puisque dans une bonne partie de la Suisse, l'année 1996 fut la plus froide enregistrée depuis longtemps; ce qui a eu pour conséquence directe une progression de 3.6 pour cent des ventes d'huile de chauffage. Alors qu'elle avait reculé de 0.4 pour cent en 1995, la demande de carburant a quant à elle crû de 1.1 pour cent: la hausse de 2.6 pour cent des ventes d'essence – liée à la recrudescence du tourisme à la pompe venant d'Italie et de France et à

l'accroissement du parc des véhicules à moteur – ainsi que l'augmentation des achats de kérosène (+3.3%) expliquent ce résultat. Poursuivant sa conquête du marché énergétique, le gaz naturel a cette année encore connu une forte progression qui a atteint 7.3 pour cent. Si elle a crû de 4.0 pour cent dans les ménages, la demande d'électricité (+1.7% au total) a en revanche reculé de 0.6 pour cent dans l'industrie, témoignant de la mauvaise conjoncture dans laquelle se trouve l'économie suisse.⁹

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 05.05.2006
ANDREA MOSIMANN

Neben den Parteien sind im Berichtsjahr auch Verbände mit ihren Vorstellungen zur schweizerischen Energiezukunft an die Öffentlichkeit getreten. **Die Umweltverbände Greenpeace, WWF, VCS und Schweizerische Energiestiftung** präsentierten eine Studie, in der dargelegt wird, wie die von ihnen anvisierte 2000-Watt-Gesellschaft zu erreichen sei. Faktisch bedeutet dies eine Reduktion des Energieverbrauchs um 2/3. Die Umweltverbände möchten dieses Ziel durch den konsequenten Einsatz der energiesparendsten Technologien erreichen.¹⁰

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 31.05.2006
ANDREA MOSIMANN

Der **Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen (VSE)** präsentierte eine Vorschau auf die Elektrizitätsversorgung der Schweiz im Zeitraum 2035–2050. Er rechnet damit, dass in der Schweiz ab 2020 eine Stromlücke bestehen wird, weil das Angebot durch die Stilllegung der Atomkraftwerke Mühleberg sowie Beznau I und II und durch das Auslaufen von Importverträgen sinkt, während der Stromverbrauch weiter zunehmen wird. Der VSE möchte die Lücke durch Kernkraft, Erdgas oder einer Kombination davon decken. Während er bei den Optionen Kernenergie und Kombination aus Kernenergie und Erdgas die Realisierbarkeit als schwierig bewertet, schneidet die Variante Erdgas bei den Kosten und beim Umweltbezug schlechter ab.¹¹

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 26.09.2006
ANDREA MOSIMANN

Im März des Berichtsjahres veröffentlichte das Bundesamt für Energie (BFE) erste Resultate zu seinen **Energieperspektiven für das Jahr 2035**. Die Befunde sollen die Grundlage für das vom Parlament verlangte Gesamtenergiekonzept bilden. Das BFE rechnet damit, dass ohne neue Kraftwerke im Jahr 2035 die Stromnachfrage im Inland den Verbrauch um 17 Mia Kilowattstunden übersteigen wird; das entspricht der Produktion von 2 grossen Atomkraftwerken. Laut BFE gibt es verschiedene Optionen um die Stromlücke zu stopfen, die aber alle ihre Nachteile aufweisen: Die Deckung der Nachfrage durch wachsende Importe erhöht die Auslandabhängigkeit; neue Atomkraftwerke erfordern eine lange Planung und sind politisch umstritten; fossile Kraftwerke erhöhen die CO₂-Emissionen und stossen daher ebenfalls auf Widerstand.¹²

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 16.02.2007
NICOLAS FREYMOND

Au printemps, la problématique énergétique a été le principal objet de discussion du Conseil fédéral et des partis gouvernementaux à l'occasion des Entretiens de Watteville. En marge de la rencontre, Moritz Leuenberger a présenté à la presse le rapport final « **Perspectives énergétiques pour 2035** » publié par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) en janvier. L'étude propose quatre scénarii correspondant à quatre stratégies énergétiques distinctes. La consommation d'énergie étant essentiellement tributaire de l'évolution de l'économie, les auteurs planchent sur une croissance du PIB de 35% d'ici à 2035. Le premier scénario, dit « Statu quo », correspond à la poursuite de la politique actuelle. En fonction d'une croissance annuelle de 2% de la consommation globale d'énergie et de 29% de celle d'électricité d'ici à 2035, il en résulterait une pénurie évaluée à 22 terawattheures (tWh), soit 36% de la demande actuelle. Pour combler ce manque, il serait nécessaire de construire deux centrales nucléaires ou sept centrales à gaz supplémentaires. Le deuxième scénario intitulé « Collaboration renforcée » consiste en l'instauration d'un système de taxes modérées sur le CO₂, les combustibles fossiles et l'électricité censé permettre de promouvoir les énergies renouvelables à hauteur de 330 millions de francs/an et l'amélioration de l'efficacité énergétique pour un montant de 200 millions/an. À l'horizon 2035, la consommation devrait baisser de 4%, mais celle d'électricité croître de 22%, de telle sorte que la pénurie s'élèverait à 18,6 tWh. Il faudrait par conséquent recourir à deux centrales nucléaires ou cinq usines à gaz supplémentaires. Le scénario « Nouvelles priorités » procède en fonction d'objectifs précis : atteindre 24% d'énergies renouvelables dans le secteur de la chaleur, 10% dans celui des carburants, et réduire de 34% les émissions de CO₂. Les mesures prévues sont une taxe élevée sur les carburants fossiles (doublement du prix final) et l'électricité (hausse du prix final de 30%). La consommation globale baisserait ainsi de 14%, tandis que celle d'électricité

augmenterait de 13%. Le manque de 13 tWh devrait être compensé par une centrale nucléaire ou quatre centrales à gaz. Enfin, le scénario « Société 2000 Watts » poursuit des objectifs plus drastiques : une réduction de moitié des émissions de CO₂, de 30% de la consommation globale et de 2% de celle d'électricité. Une combinaison de taxes très élevées et de prescriptions très strictes en matière de consommation en tous domaines (véhicules, appareils et bâtiments) permettrait de ramener la pénurie à 5 tWh.

Le clivage traditionnel droite/gauche, pro/anti-atome, n'a rien perdu de sa saillance et aucune base commune aux partis gouvernementaux n'est ressortie des Entretiens de Watteville. Pour prévenir la pénurie qui menace le pays dès 2012, mais de façon certaine à l'horizon 2020, le PRD préconise la construction de deux nouvelles centrales nucléaires, le raccourcissement de la procédure d'autorisation et la promotion des énergies alternatives. Il exclut par contre le recours à des usines à gaz en raison de l'importance de leurs émissions de CO₂. L'UDC plaide également pour de nouvelles centrales nucléaires, mais souligne que la Confédération doit laisser faire l'économie privée et se limiter à l'établissement de conditions cadres favorables et à garantir l'indépendance énergétique du pays. Plus réservé, le PDC n'exclut pas le recours aux centrales à gaz et laisse également ouverte l'option nucléaire. Le PS, quant à lui, rejette toute nouvelle centrale nucléaire et soutient une stratégie de promotion massive des énergies alternatives et d'amélioration de l'efficacité énergétique. Il convient cependant de relever que la droite suit exceptionnellement une stratégie distincte des grands groupes énergétiques (EOS, AXPO, FMB, etc.), qui ont conservé au gaz un rôle important dans leurs options stratégiques.¹³

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 30.06.2009
NICOLAS FREYMOND

L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a publié un rapport sur le marquage du courant dont il ressort que **19% de l'électricité consommée en Suisse en 2007 est de provenance et de composition inconnues**. Cela correspond à la proportion de courant importé au sujet duquel aucune information précise n'est disponible, alors que l'on connaît les parts respectives de l'énergie nucléaire (41%), de l'énergie hydraulique (36%), des énergies fossiles (1,9%), ainsi que des déchets (2%) et des énergies alternatives (0,4%) indigènes consommées en Suisse. En collaboration avec la branche et d'entente avec d'autres pays, l'OFEN étudie les mesures possibles afin de garantir une information transparente aux consommateurs.¹⁴

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 26.08.2009
NICOLAS FREYMOND

Une étude, publiée par la firme TEP Energy pour le compte de l'Union pétrolière suisse et l'Association de l'industrie du gaz, a évalué le **bilan CO₂ du courant consommé en Suisse**. En effet, si la production indigène n'occasionne pratiquement aucune émission, l'importation de courant provenant de pays dépendant fortement des énergies fossiles implique un coût environnemental qu'il convient de mesurer. En recourant aux données disponibles concernant les pays fournisseurs de la Suisse, l'étude conclut que la production de chaque kilowattheure consommé en Suisse a occasionné en moyenne l'émission de 100 grammes de CO₂.¹⁵

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 30.04.2015
MARCO ACKERMANN

Dass die **Volksinitiative der GLP «Energie- statt Mehrwertsteuer» am 8. März 2015** von der Stimmbevölkerung mit 92.0 Prozent Ablehnung deutlichen Schiffbruch erlitt, lag nicht an der grundsätzlichen Ablehnung des energiepolitischen Kurses des Bundesrates (Energiestrategie 2050) oder an einer Abneigung gegen eine Energiesteuer im Allgemeinen, sondern vielmehr am vorgesehenen Mittel der Initiative, wie die **VOX-Nachbefragung** zeigte. Als wichtigstes Contra-Argument wurde demnach die Unsicherheit beim Umbau des Steuersystems genannt. Einerseits sei der Ersatz der weitherum anerkannten Mehrwertsteuer, die mehr als ein Drittel der Bundeseinnahmen ausmacht, zu riskant. Andererseits würde die Summe der Lenkungsabgaben mittelfristig aufgrund von Energiekonsumverhaltensänderungen abnehmen, was nur mit stetig anzupassenden Energiesteuersätzen ausgeglichen werden könnte. Zudem wurde moniert, dass die Initiative sozial unfaire Umverteilungswirkungen mit sich bringen würde. In der Wahrnehmung stand die Volksinitiative deshalb bei einer Mehrheit der Stimmbevölkerung vorwiegend im Lichte einer Abschaffung der Mehrwertsteuer sowie einer Reform des Steuersystems und weniger in jenem einer neuen Energiesteuer. Wenig überraschend war jedoch gerade Letztere das zentrale Stimmotiv der Befürwortenden, die in dieser Energiesteuer ein wirksames Instrument zur Erreichung der Umweltziele sahen. Abgeschreckt hat viele Stimmende der in den Medien im Vorfeld der Abstimmung häufig genannte Preis von CHF 5 pro Liter Benzin, den die Mehrheit

nicht bezahlen wollte. Dieser wurde schliesslich auch zum primären Nein-Stimmmotiv. Mehrheitliche Ablehnung fand die Initiative letztlich unabhängig von der Links-Rechts-Einstufung oder von soziodemografischen Faktoren.¹⁶

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 20.12.2018
MARCO ACKERMANN

Das BFE liess Ende 2018 in seinem jährlich erscheinenden Monitoringbericht verlauten, dass die Umsetzung der im Jahre 2017 vom Schweizer Stimmvolk angenommenen **Energiestrategie 2050 auf Kurs** sei. Dazu analysierte das Bundesamt rund 40 Indikatoren in sieben verschiedenen Themenfeldern. Nebst diesem Monitoring erfolgt alle fünf Jahre eine vertiefte Berichterstattung des Bundesrates zuhanden des Parlaments. Positiv entwickelt hat sich der Gesamtenergieverbrauch pro Kopf, der trotz wachsender Bevölkerung und wirtschaftlicher Entwicklung zurückgegangen ist. Der bis ins Jahr 2020 erwünschte Rückgang im Gesamtenergieverbrauch pro Kopf um minus 16 Prozent gegenüber dem Basisjahr 2000 wurde bereits Ende 2017 erreicht. Die NZZ sprach in diesem Zusammenhang von einer «Entkoppelung von Verbrauch und Bevölkerungswachstum». Ebenfalls positiv entwickelt haben sich die Fotovoltaik und die Stromproduktion aus Kehrlichtverbrennungsanlagen, bei denen ebenfalls ein Zuwachs angestrebt worden war. Nicht auf Kurs sei die Schweiz aber Zeitungsberichten zufolge bei der Steigerung der Energieproduktion aus Windenergie und Tiefengeothermie.

Mit etwas kritischerem Blick betrachtete jedoch beispielsweise der Tages-Anzeiger die Publikation. So sei zwar der Energieverbrauch pro Kopf gesunken und somit die Energieeffizienz gestiegen, nicht aber der Gesamtstromverbrauch; dieser sei angestiegen, da die Wirtschaft und die Bevölkerung insgesamt gewachsen seien und verstärkt Elektrizität – beispielsweise beim Antrieb von Elektroautos – als Energiequelle verwendeten.¹⁷

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 26.11.2020
MARCO ACKERMANN

Im November 2020 veröffentlichte das BFE die neuen **Energiaperspektiven 2050+** und damit den seit 1973 periodisch erscheinenden, schweizerischen Ausblick zur Energiepolitik. Das Dokument löste die Vorgängerperspektiven 2050 aus dem Jahr 2012 ab, die die Grundlage für die Entwicklung der Energiestrategie 2050 gebildet hatten. Die Energiaperspektiven 2050+ kombinierten das Netto-Null-Ziel betreffend die CO₂-Emissionen aus der Klimapolitik mit den Zielen aus der Energiepolitik zur Förderung der inländischen erneuerbaren Energien und zum Ausstieg aus der Kernenergie. In der Studie wurde mit zwei Szenarien gearbeitet, wobei das eine Szenario («ZERO basis») die Massnahmen für ein Netto-Null-Ziel bis 2050 festsetzte und das andere eine sogenannte «Weiter-wie-bisher-Strategie» anwandte, in der mit den bestehenden Massnahmen und Investitionsschritten kalkuliert wurde. Die Rechnung ergab, dass das «ZERO-basis»-Szenario im Gegensatz zur «Weiter-wie-bisher-Strategie» nur acht Prozent höhere Investitionskosten voraussetzen würde, jedoch gleichzeitig Energiekosteneinsparungen von CHF 50 Mrd. mit sich bringen würde. Als Hauptergebnis hielt der Bericht deshalb fest, dass die Schweizer Energielandschaft mit den heute bekannten Technologien bis 2050 klimaneutral umgebaut werden und dabei gleichzeitig die inländische Versorgungssicherheit gestärkt werden könnte. Voraussetzung für die Erfüllung dieses Ziels ist gemäss den Autoren vorwiegend der starke Ausbau der inländischen erneuerbaren Energien sowie die allgemein ausgeweitete Nutzung von Elektrizität und Wasserstoff.¹⁸

Energie nucléaire

Le Conseil fédéral a dans la foulée demandé au DETEC d'adapter les scénarios énergétiques établis en 2007 dans le cadre des « **perspectives énergétiques 2035** » en demandant l'examen de trois options stratégiques. Le premier scénario prévoit le maintien du mix d'électricité et un éventuel remplacement anticipé des trois centrales nucléaires les plus anciennes (Beznau I et II ainsi que Mühleberg). Le deuxième scénario préconise un abandon progressif de l'énergie nucléaire. Les sites existants sont maintenus jusqu'à la fin de leur durée d'exploitation. Le troisième scénario vise un abandon anticipé. Selon cette variante, les centrales nucléaires sont mises hors service avant qu'elles n'arrivent à échéance.¹⁹

ÉTUDES / STATISTIQUES
DATE: 24.03.2011
LAURENT BERNHARD

1) Univox-Umwelt-2014; TA, 12.5.15

2) Bulletin der Schweizerischen Kreditanstalt 81/1974 (Dezember), S. 23 f.; LNN, 20.1.75; NZZ, 12.11.75 und 6.4.76.

3) Ww, 26.8.93.

4) Presse du 19.8.94.

- 5) Presse du 11.3.95.
- 6) Presse du 7.9.95.
- 7) Bund, 7.6.96; presse des 8.6 et 6.9.96; SN, 11.6.96; SHZ, 5.9.96.
- 8) TA, 11.5, 20.6, 22.6 (UE) et 29.8.96; NQ, 8.5, 31.5, 21.6 et 24.6.96; SHZ, 27.6, 11.7 et 5.9.96; NZZ, 5.8, 4.9, 6.9 et 20.9.96; 24 Heures, 14.8.96; presse du 23.8.96; Bund et TW, 19.9.96; BaZ, 9.10.96.
- 9) Communiqué de presse OFEN, 23.5.97.
- 10) AZ, NZZ und SGT, 5.5.06.
- 11) Presse vom 31.5.06.
- 12) Presse vom 29.6.06.
- 13) NZZ et LT, 1.2.07; BaZ, 3.2.07; presse du 17.2.07; OFEN, communiqué de presse, 16.2.07
- 14) NZZ, 30.6.09.
- 15) NZZ, 26.8.09.
- 16) Kurer Thomas, Denise Traber, Thomas Widmer (2015): Analyse der eidgenössischen Abstimmung vom 8. März 2015, gfs.bern und Institut für Politikwissenschaft Universität Zürich.; TA (online) vom 30.04.15
- 17) Medienmitteilung BFE vom 20.11.18; AZ, BaZ, CdT, Lib, NZZ, SGT, TA, 21.11.18; AVF, 22.11.18
- 18) Zusammenfassung Energieperspektiven 2050 BFE 2020; NZZ, 27.11.20
- 19) Communiqué du DETEC du 23.3.11; LT 24.3.11.